

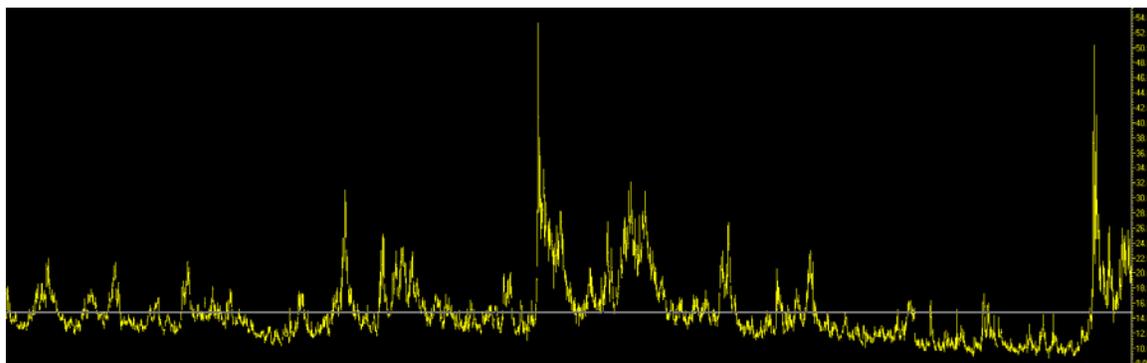
Communication Trimestrielle

Bonjour,

Alors que le printemps se pointe le bout du nez, voici votre commentaire économique trimestriel sur la gestion de patrimoine et les marchés. À partir de ce trimestre, j'ai décidé d'ajouter une section Planification dans laquelle je présenterai des stratégies de planification et de fusionner les sections revue du trimestre et perspectives ensemble.

Revue du trimestre et perspectives du prochain trimestre :

Les marchés boursiers ont connu un début d'année assez tumultueux avec un retour de la volatilité vers des niveaux plus normaux :



VIX : CBOE Market Volatility

Voici les rendements de certains indices de référenceⁱⁱ :

- Marché américain : S&P500 -0.8% (\$US)
- Marché canadien : S&P/TSX -4.5%
- Marché international : MCSI Monde -0.8% (\$US)
- Marché émergent : MSCI Marché Émergent 1.5% (\$US)
- Liquidités : T-Bills 0.3%
- Obligations : FTSE/TMX Univers 0.1%

Au niveau canadien, nous avons eu les budgets [provincial](#) et [fédéral](#) qui, de façon générale, ont été assez bien accueillis avec peu de changements majeurs. Les principales modifications à noter sont la détention de placements passifs dans une société privée ou encore la bonification du crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience. Il y a 3 principaux éléments sur notre radar canadien; les renégociations de l'ALÉNA, l'endettement et la croissance économique.

Les renégociations de l'ALÉNA ont mal débutés mais, durant le trimestre, des signes encourageant d'avancement ont eu lieu, ce qui laisse présager un règlement favorable de l'accord. Certains pensent même d'ici le mois de juin. Les questions sont tout de même : quand cela sera-t-il conclu et est-ce que Trump sera assez patient ? La croissance économique évolue bien, le taux d'inflation étant autour de 2,2%ⁱⁱⁱ soit légèrement au-dessus de la cible à long terme de 2%, les mises en chantier d'habitations sont en hausse et le marché canadien de l'emploi est positif depuis le début de l'année et même sur 1 an; tous des indicateurs positifs.

Aux États-Unis, au début février, nous avons vécu une correction du marché américain^{iv} (une correction est une baisse de 10% du marché) suite à des craintes liées à la trop forte croissance de l'économie. En effet, les taux obligataires ont monté et se sont rapprochés du seuil psychologique des 3% laissant craindre qu'une trop forte inflation et un resserrement plus rapide de la politique monétaire (comprenez hausse des taux de la FED) pourrait être problématique pour l'économie. Heureusement, la situation s'est rapidement stabilisée. Le tout a été exacerbé par la transition à la tête de la FED; Janet Yellen a laissé sa place à Jerome Powell (une hausse de 0,25% a été annoncée en mars). Également Trump a encore créé des surprises et écrit des tweets durant les nuits! Il a également publiquement déclaré qu'il pensait qu'une guerre commerciale serait favorable aux États-Unis. Le tout a débuté déjà en 2017 avec des tarifs sur le bois. Ensuite, c'est l'acier et l'aluminium qui ont été visés, heureusement le Canada a eu une exemption. Puis, c'est 60 milliards de dollars de tarifs contre la Chine qui ont été annoncés.

Ailleurs sur la planète, les craintes de guerre nucléaire et de confrontation avec la Corée du Nord se sont apaisées, mais rien n'est réglé. L'attitude des américains face aux tarifs douaniers a créé une levée de bouclier un peu partout sur la planète, principalement en Europe et en Chine et ça ne fait que commencer. D'ailleurs en Chine, la limite de 2 termes à la présidence a été éliminée. Les tensions géopolitiques mondiales ont repris à la fin du mois de mars avec la mort suspecte d'un ex-colonel du renseignement russe qui a vendu des informations aux britanniques et y a trouvé refuge ensuite. Il a été présumément empoisonné par les Russes et s'en est suivi l'expulsion des diplomates russes de la part de plusieurs pays à travers le monde, dont le Canada. Enfin, un peu partout sur la planète, les régulateurs tentent de s'adapter aux nouvelles technologies, que ce soit en ce qui concerne les crypto-monnaies, les géants de l'Internet tel qu'Apple, Amazon, Facebook, Google ou Twitter en Europe ou encore la taxe Netflix au Québec. Ces tendances ne font que commencer et des utilisations malveillantes des données personnelles ne feront qu'amplifier le débat. Il en est de même avec les accidents des voitures sur le pilotage automatique... Des débats éthiques et des réflexions devront avoir lieu et le plus tôt sera le mieux. Un petit mot sur l'Arabie Saoudite qui fait beaucoup parler d'elle que ce soit pour l'évolution tranquille de la condition des femmes comme pour le droit de conduire (2017), l'entrée

future en bourse d'une portion de la compagnie pétrolière souveraine Saudi Aramco ou encore leur plan stratégique Vision 2030. Grâce à ce dernier, des dépenses de plus de 200 milliards ont été annoncé, conjointement avec le fond Vision SoftBank pour la création d'ici 2030 du plus grand parc électrique solaire au monde, créant 100 000 emplois et 200 gigawatts (GW) d'électricité. (La consommation électrique moyenne mondiale en 2001 était de 1700 gigawatts et la production d'Hydro-Québec est de 36,9GW).

Un extrait du dernier commentaire de notre stratège en chef^v : « Notre scénario principal est que l'économie mondiale continue à légèrement dépasser son potentiel. Bien que nous soyons probablement au-delà de la croissance maximale, l'activité manufacturière et les services aux États-Unis resteront dynamiques et la confiance des consommateurs restera élevée face à la faiblesse du chômage et à la hausse des salaires. L'inflation devrait se raffermir, mais graduellement, permettant aux banques centrales nord-américaines de garder une grande marge de manœuvre dans la poursuite de leur resserrement monétaire. Ceci, combiné à la mise en œuvre de la réforme fiscale aux États-Unis, continuera d'offrir un bon soutien aux actifs à risque. Dans ce scénario, l'administration Trump aboie, mais ne mord pas, car les menaces de tarifs imposés aux Chinois ne sont que des tactiques de négociation et de la rhétorique électorale en vue préparer leur base aux « mi-mandats » plus tard cette année. Cependant, à mesure que nous avançons vers les derniers stades du cycle économique, on peut s'attendre à une plus grande volatilité. => Surperformance des actifs plus risqués. »

Planification : Philanthropie

Ce trimestre je vous présente une stratégie qui consiste à maximiser un don fait à un organisme de bienfaisance en employant des actions accréditatives et un intermédiaire de marché. Le coût net du don dépendra des déductions fiscales liées à l'option choisie et je recommande toujours que vous consultiez votre fiscaliste. Voici un exemple concret (Option B, ci-dessous)^{xi} :

- But : don de 25000\$
- Déboursé requis 69974\$, Déboursé pour 12 à 18 mois 59528\$,
- Coût net du don 487\$ après l'ensemble du processus

	Option A	Option B
Achat pour don immédiat	(51 475) \$	(51 475) \$
Achat pour vente immédiate	- \$	(18 499) \$
Déboursé brut	(51 475) \$	(69 974) \$
Rachat des actions par Pear Tree (moins les frais)	- \$	10 446 \$
Déboursé net immédiat pour le donateur	(51 475) \$	(59 528) \$
Total des économies d'impôt liées aux actions accréditatives	35 686 \$	48 510 \$
Total des économies d'impôt liées au don	11 970 \$	10 530 \$
Coût réel du don	(3 820) \$	(487) \$
Don net pour l'organisme de bienfaisance	25 000 \$	25 000 \$

Ainsi, vous achetez des actions accréditatives qui donnent des crédits d'impôt importants avec comme objectif de les donner à une fondation et obtenir des crédits pour don de charité, multipliant les avantages fiscaux. Comme les organismes de bienfaisances émettent un reçu d'impôt et qu'il est difficile pour eux d'établir la valeur de ces actifs et comme ils ne veulent pas détenir des produits à risques très élevés, un intermédiaire de marché tel que PearTree s'occupe de racheter les actifs et évaluer leur valeur moyennant des frais évidemment. Cette stratégie peut être intéressante, mais comporte tout de même certains risques fiscaux, entre autres : les autorités fiscales pourraient modifier leur position actuelle sur la question, les déductions liées aux actions accréditatives pourraient être révoquées rétroactivement si les entreprises qui en bénéficient n'ont pas engendré les frais prévus et admissibles, ... Plus de détails sont disponibles sur demande dont les calculs détaillés.

En conclusion, je vous souhaite une merveilleuse semaine,

Ghislain Messier, Pl. Fin.
Conseiller en Placement
Planificateur Financier

ⁱⁱ Source : Datastream, CIO Office, Revue des marchés 31 mars 2018

ⁱⁱⁱ <https://www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/principaux-indicateurs-de-linflation-et-fourchette-cible/>

^{iv} Weekly Frontline, 12 février 2018, le S&P a baissé de plus de 10% par rapport ; a son sommet du 26 janvier 2018

^v Scénario de base T2 - 2018, 4 avril 2018

^{xi} Flash fiscalité – FBN – 20 février 2018